

Aunis-  
Sud

Imagine la futuralté

**DECISION DU PRESIDENT N° 2026D31**

**Portant sur la vente du lot n°9 sur le parc d'activités économiques de la Combe à Surgères**

**Le Président de la Communauté de Communes Aunis Sud**

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud,

**Vu** les délibérations N°2020-07-09 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020, N°2020-09-04 du 8 septembre 2020, N°2021-04-03 du 20 avril 2021, N°2023-05-19 du 16 mai 2023, N°2024-07-15 du 16 juillet 2024, N°2025-02-04 du 25 février 2025, N°2025-02-08 du 25 février 2025 et N°2025-04-12 du 15 avril 2025 donnant délégation à Monsieur Jean GORIOUX, Président, pour décider de toute cession de terrains situés dans les zones et parcs d'activités économiques de la Communauté de Communes Aunis Sud, sur avis du Bureau Communautaire,

**Vu** l'article N°268 du Code Général des Impôts qui prévoit que « *si l'acquisition par le cédant n'a pas ouvert droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée, la base d'imposition est constituée par la différence entre le prix exprimé et les charges qui s'y ajoutent* », d'où l'application du principe de la T.V.A. sur marge,

**Vu** les divergences de position entre l'administration fiscale et les juridictions du fond quant aux conditions à remplir pour appliquer le régime de la T.V.A. sur marge,

**Vu** l'arrêt du 27 mars 2020 du Conseil d'Etat (CE, 27 mars 2020, N°428234) qui avance le principe selon lequel seuls les terrains à bâtir qui ont été acquis précédemment comme terrains n'ayant pas le caractère d'immeuble bâtis entrent dans le champ d'application du régime de taxation sur la marge (BOI-TVA-IMM-10-20-10-13/05/2020 N°20), arrêt qui a été repris depuis par deux nouvelles décisions du Conseil d'Etat du 1<sup>er</sup> juillet 2020,

**Vu** qu'à la lecture de cet arrêt la condition que l'acquisition du bien n'ait pas ouvert droit à déduction de la T.V.A. ne suffit pas, à elle seule, pour soumettre automatiquement la revente au régime de la marge, et que la condition d'identité juridique semble exigée et l'identité de caractéristique physique écartée,

**Vu** les questions posées par le Conseil d'Etat à la Cour de Justice de l'Union Européenne sur l'interprétation de l'article N°392 de la directive T.V.A. du 28 novembre 2006 sur lequel repose le régime national de la T.V.A. sur marge prévu à l'article N°268 du CGI,

**Vu** la délibération N°2023-12-06 du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023 fixant le prix de cession des terrains à bâtir du parc d'activités économiques de La Combe à Surgères à 40,00 € H.T. le m²,

**Vu** l'estimation du service local des Domaines N°2024-17434-79908 du 11 décembre 2024 et reçue le même jour, dont la durée de validité est de 12 mois, fixant la valeur vénale des lots à bâtir du parc d'activités économiques de La Combe à Surgères à 30,00 € H.T. le m², estimation sollicitée conformément aux dispositions de la loi N°95-127 du 8 février 1995, notamment codifiée aux articles L. 311-1 et L. 311-8-I du Code des Communes,

## AR Prefecture

017-200041614-20260306-2026D31-DE  
Reçu le 09/03/2026

Vu la lettre valant avis du Domaine sur valeur vénale N°2025-17434-63962 du 2 octobre 2025 et reçue le même jour, qui proroge la date de validité de l'estimation vénale précitée pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2026,

Vu la Décision du Président N°2025D106 du 12 septembre 2025, faisant suite à l'avis favorable de la Commission Développement Economique consultée le 13 août 2025 puis à l'avis favorable du Bureau Communautaire le 2 septembre 2025, acceptant la vente d'un terrain à bâtir composé des lots 7, 8 et 12 d'une contenance totale d'environ 11 336 m², au prix de 40,00 € H.T. le m², sur le parc d'activités économiques de La Combe à Surgères, et situé en secteur à vocation économique (Industrie et Artisanat) au PLUi-H, à Monsieur Pascal PHELIPPEAU représentant la société GROUPE PHELIPPEAU, spécialisée dans les activités de vente et réparation de véhicules industriels et utilitaires et domiciliée à Périgny (17180), en vue d'y implanter un nouvel établissement secondaire,

Vu la demande de Monsieur Pascal PHELIPPEAU, représentant la société GROUPE PHELIPPEAU, pour l'achat d'un terrain cadastré section ZD n°189 formant le lot N°9, d'une contenance de 3 369 m², sis dans le parc d'activités économiques de la Combe à Surgères, et situé en secteur à vocation économique (Industrie, Artisanat et Services) au PLUi-H, en vue d'y implanter le siège de la société,

Vu la délibération N° 2025-12-05 du Conseil Communautaire du 16 décembre 2025 déterminant le nouveau prix de commercialisation des terrains du parc d'activités économiques de la Combe à 42 € HT / m²,

Vu l'avis favorable de la Commission Développement Economique consultée le 11 février 2026,

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire datant du 17 février 2026,

Considérant que les acquisitions de terrains dédiées au parc d'activités économiques du Cluseau à Vouhé n'ont pas été soumises à T.V.A.,

Considérant qu'en l'absence d'un nouvel éclairage sur ce sujet, et pour sécuriser cette cession, il convient d'appliquer le régime de la T.V.A. sur marge,

Considérant que la vente de ce terrain pourra être réalisée par l'intermédiaire d'un avant contrat de vente et/ou d'un contrat de vente avec Monsieur Pascal PHELIPPEAU, ou avec toute société de crédit-bail de son choix, ou avec toute autre personne morale représentée par Monsieur Pascal PHELIPPEAU,

### DECIDE

#### ARTICLE 1 :

La Communauté de Communes Aunis Sud accepte de signer un avant contrat de vente et/ou un contrat de vente avec Monsieur Pascal PHELIPPEAU, ou avec toute société de crédit-bail de son choix, ou avec toute autre personne morale représentée par Monsieur Pascal PHELIPPEAU, pour un terrain cadastré section ZD N°189 formant le lot N°9, d'une contenance de 3 369 m², sis dans le parc d'activités économiques de la Combe à Surgères, au prix de 42,00 € H.T. le m², soit 141 498,00 € H.T. et 166 211,95 € T.T.C. avec application de la T.V.A. sur marge selon le mode de calcul suivant :

|                                           |              |
|-------------------------------------------|--------------|
| Surface cessible                          | 3 369 m²     |
| Prix d'achat ramené à la surface cessible | 17 928,25 €  |
| Prix de vente H.T.                        | 141 498,00 € |
| Marge H.T.                                | 123 569,75 € |
| T.V.A. sur marge                          | 24 713,95 €  |
| Marge T.T.C.                              | 148 283,70 € |
| Prix de vente T.T.C.                      | 166 211,95 € |

**AR Prefecture**

017-200041614-20260306-2026D31-DE  
Reçu le 09/03/2026

**ARTICLE 2 :**

En fonction de l'évolution de la jurisprudence concernant l'application ou pas du régime de la T.V.A. sur marge pour cette vente de terrain à bâtir, et si ce régime vient à ne plus s'appliquer au moment de la réitération par acte authentique, il conviendra alors de réaliser cette vente au prix de 42,00 € H.T. le m<sup>2</sup>, taxé sur la valeur ajoutée (T.V.A.) au taux actuellement en vigueur, soit 141 498,00 € H.T. et 169 797,60 € T.T.C. En cas de modification de ce taux, le prix sera majoré ou minoré en fonction de sa variation.

**ARTICLE 3 :**

Si un avant contrat de vente est nécessaire, il sera signé devant notaire et déterminera notamment la date butoir pour la signature du contrat de vente du terrain après la levée des clauses suspensives.

**ARTICLE 4 :**

Le contrat de vente sera signé devant notaire.

**ARTICLE 5 :**

L'ensemble des frais sera à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 6 :**

Madame le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes Aunis Sud est chargée de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera notifiée à :

- Madame la Sous-préfète de l'Arrondissement de Rochefort sur Mer,
- Monsieur le Directeur du Service de Gestion Comptable de Ferrières-d'Aunis,
- Monsieur Pascal PHELIPPEAU.

Fait à Surgères,  
Le 06 mars 2026  
Le Président,

Jean GORIOUX



**Télétransmission de la décision en préfecture.**

sous le numéro : 017-200041614-20260603-2026D31-DE  
le : 09 MARS 2026

**Date de publication** sur le site internet de la Communauté de Communes Aunis Sud : 09 MARS 2026

**Auteur de l'acte :** Jean GORIOUX Président de la Communauté de Communes Aunis Sud

**Délais et voies de recours**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.